

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

JUIN 2016

PRINCIPALES TENDANCES

A fin juin 2016 et en comparaison avec la même période de 2015, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une augmentation des recettes ordinaires de 5,1% provenant de :

- 1- la hausse des recettes douanières de 8,3% : droits de douane (+20,5%), TVA à l'importation (+6,6%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+5,1%) ;
- 2- l'augmentation de la TIC sur les tabacs manufacturés (+15,6%) et des autres TIC (+3,8%);
- 3- la hausse de 5,6% de la fiscalité domestique : IS (+8%), IR (+13,1%), TVA à l'intérieur (-13,2%), droits d'enregistrement et timbre (+4,9%) et majorations de retard (+17,2).

Les recettes de l'IS ont augmenté de 8% ou +1,8 MMDH, sachant qu'à fin juin 2015 l'IS avait enregistré une baisse de 4% par rapport à son niveau à fin juin 2014 ou -928 MDH (22 MMDH contre 22,9 MMDH). La hausse des recettes de l'IS s'explique en grande partie par le bon comportement, durant l'année 2015, des résultats de certaines grandes entreprises (OCP, ANRT, BCP, CIH, SODEP, cimenteries, ...).

La hausse des recettes de l'IR de 13,1% ou +2,3 MMDH s'explique en partie par le changement du mode de recouvrement de l'IR dû par les contribuables dont le revenu professionnel est déterminé selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié.

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 4.480 MDH à fin juin 2016 contre 2.342 MDH à fin juin 2015.

- 4- la baisse des recettes non fiscales (-6,2%) en raison notamment du recul de 30,8% des recettes en atténuation de dépenses de la dette (1,7 MMDH contre 2,5 MMDH), de 8% des recettes de monopoles (5,2 MMDH contre 5,7 MMDH) et de 72,2% des fonds de concours (346 MDH contre 1,2 MMDH).

Au niveau des dépenses

- un taux d'engagement global des dépenses de 53% et un taux d'émission sur engagements de 77%, contre respectivement 52% et 78% un an auparavant ;
- des dépenses ordinaires émises en hausse de 0,7%, en raison de l'augmentation de 2,9% des dépenses de personnel, de 14,9% des autres biens et services et de 3,7% des charges en intérêts de la dette, conjuguée à la diminution de 57,6% des émissions au titre de la compensation ;
- des dépenses d'investissement émises en augmentation de 11,1%, passant de 28,1 MMDH à fin juin 2015 à 31,2 MMDH à fin juin 2016.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 4,6 MMDH contre un solde négatif de 35 MDH un an auparavant ;
- un déficit du Trésor de 23,1 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 3,6 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST), contre un déficit du Trésor de 21,2 MMDH à fin juin 2015 compte tenu d'un solde positif de 7 MMDH dégagé par les CST.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 1,9 MMDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Hors TVA des collectivités territoriales) En millions de dirhams

	Jun 2015	LF 2016	Jun 2016	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	103 708	209 156	109 024	52%	5,1%
1.1- Recettes fiscales :	90 731	191 695	96 881	51%	6,8%
<i>Impôts directs</i>	40 564	85 504	44 806	52%	10,5%
<i>Impôts indirects</i>	37 861	81 008	38 555	48%	1,8%
<i>Droits de douane</i>	3 936	7 903	4 744	60%	20,5%
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	8 370	17 280	8 776	51%	4,9%
1.2- Recettes non fiscales :	11 730	14 161	10 999	78%	-6,2%
<i>Monopole et participations</i>	5 655	8 330	5 203	62%	-8,0%
<i>Domaine</i>	145	350	142	41%	-2,1%
<i>Autres recettes⁽¹⁾</i>	5 930	5 481	5 654	103%	-4,7%
1.3- Recettes de certains CST :	1 247	3 300	1 144	35%	-8,3%
<i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	110	800	151	19%	37,3%
<i>Fonds spécial routier</i>	1 137	2 500	993	40%	-12,7%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽²⁾	103 743	212 443	104 467	49%	0,7%
2.1- Biens et services :	78 193	167 809	83 702	50%	7,0%
<i>Personnel</i>	51 199	106 776	52 699	49%	2,9%
<i>Autres biens et services</i>	26 994	61 033	31 003	51%	14,9%
2.2- Intérêts de la dette :	16 202	28 284	16 800	59%	3,7%
<i>Intérieure</i>	14 390	24 299	15 059	62%	4,6%
<i>Extérieure</i>	1 812	3 985	1 741	44%	-3,9%
2.3- Compensation	9 348	16 350	3 965	24%	-57,6%
<i>- Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	0	800	0		
3- SOLDE ORDINAIRE	-35	-3 287	4 557		
4- INVESTISSEMENT⁽²⁾	28 097	63 892	31 223	49%	11,1%
<i>- Fonds spécial routier</i>	1 129	2 500	1 049	42%	-7,1%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	6 959	12 229	3 576		
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽³⁾	-21 173	-54 950	-23 090		
7- VARIATION INSTANCES	-2 150	0	-1 052		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-23 323	-54 950	-24 142		
9- FINANCEMENT INTERIEUR :	25 629	32 741	21 632		
<i>Dont :</i>					
<i>Adjudications</i>	24 375		3 551		
<i>Dépôts au Trésor</i>	-760		6 048		
<i>Compte courant à BAM</i>	731		-132		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR :	-2 306	22 209	2 510		
<i>Tirages et dons</i>	1 920	26 796	6 429		
<i>Amortissement</i>	-4 226	-4 587	-3 919		

(1) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères

(2) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances)

(3) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2016.

RECETTES ORDINAIRES					
	Jun 2015	LF 2016	Jun 2016	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES	90 731	191 695	96 881	51%	6,8%
IMPÔTS DIRECTS	40 564	85 504	44 806	52%	10,5%
<i>Taxe Professionnelle</i>	194	317	258	81%	33,0%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	22 007	44 255	23 772	54%	8,0%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	17 593	38 614	19 890	52%	13,1%
<i>Taxe d'Habitation</i>	23	46	23	50%	0,0%
<i>Majorations de retard</i>	732	2 226	858	39%	17,2%
<i>Autres⁽¹⁾</i>	15	46	5	11%	-66,7%
DROITS DE DOUANE	3 936	7 903	4 744	60%	20,5%
IMPÔTS INDIRECTS	37 861	81 008	38 555	48%	1,8%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION :	11 657	25 500	12 657	50%	8,6%
<i>Tabacs manufacturés</i>	3 934	9 050	4 547	50%	15,6%
<i>Produits énergétiques</i>	7 098	14 850	7 461	50%	5,1%
<i>Autres</i>	625	1 600	649	41%	3,8%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	26 204	55 508	25 898	47%	-1,2%
<i>à l'intérieur</i>	10 283	22 122	8 924	40%	-13,2%
<i>à l'importation</i>	15 921	33 386	16 974	51%	6,6%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	8 370	17 280	8 776	51%	4,9%
RECETTES NON FISCALES	11 730	14 161	10 999	78%	-6,2%
<i>Domaine</i>	145	350	142	41%	-2,1%
<i>Monopoles et participations</i>	5 655	8 330	5 203	62%	-8,0%
<i>Fonds de concours</i>	1 245	0	346		-72,2%
<i>Recettes en atténuation de dépenses</i>	2 487	1 058	1 721	163%	-30,8%
<i>Redevance gazoduc</i>	937	2 000	485	24%	-48,2%
<i>Recettes diverses⁽²⁾</i>	1 261	2 423	3 102	128%	146,0%
RECETTES DE CERTAINS CST	1 247	3 300	1 144	35%	-8,3%
<i>Fonds de soutien des prix produits alimentaires</i>	110	800	151	19%	37,3%
<i>Fonds spécial routier</i>	1 137	2 500	993	40%	-12,7%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	103 708	209 156	109 024	52%	5,1%

(1) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons

(2) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancelleries,...

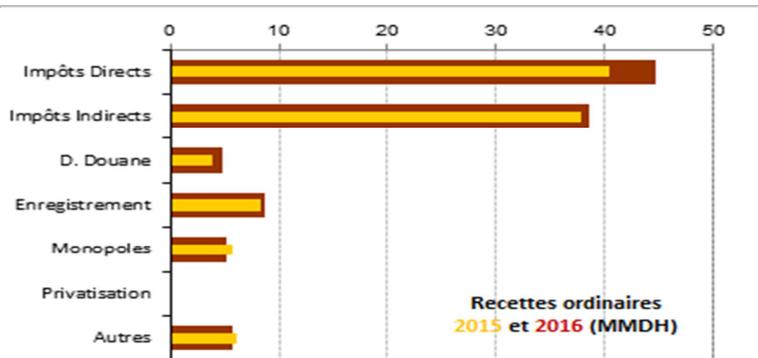
La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin juin 2016 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 5,1% et une augmentation des dépenses ordinaires émises de 0,7%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 4,6 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 24,1 MMDH et d'un flux net positif du financement extérieur de 2,5 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 21,6 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires se sont établies à 109 MMDH contre 103,7 MMDH à fin juin 2015, en augmentation de 5,1%.

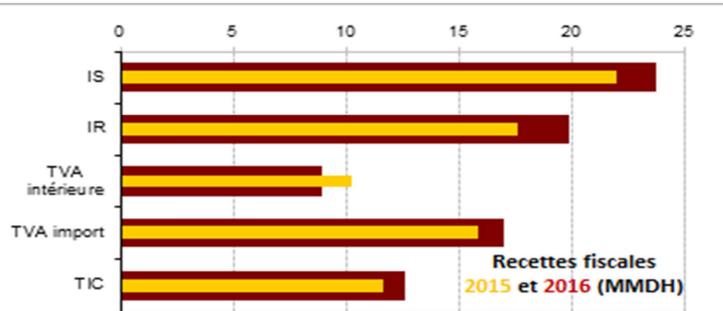
Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 10,5%, des droits de douane de 20,5%, des impôts indirects de 1,8% et des droits d'enregistrement et de timbre de 4,9%, conjuguée à la baisse des recettes non fiscales de 6,2%.



1.1-RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales ont été de 96,9 MMDH contre 90,7 MMDH à fin juin 2015, en hausse de 6,8%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 8,3% et de la fiscalité domestique de 5,6%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 29,2 MMDH à fin juin 2016 contre 27 MMDH un an auparavant, en hausse de 8,3% ou +2,2 MMDH par rapport à leur niveau à fin juin 2015, sachant qu'à fin juin 2015 les recettes douanières avaient connu une baisse de 3,1% par rapport à leur niveau à fin juin 2014 (27 MMDH contre 27,8 MMDH).

- Droits de douane

Les recettes des droits de douane réalisées à fin juin 2016 ont atteint 4,7 MMDH contre 3,9 MMDH un an auparavant, soit une augmentation de 20,5% ou +88 MDH.

- TVA à l'importation

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 17 MMDH à fin juin 2016 contre 15,9 MMDH à fin juin 2015, enregistrant ainsi une hausse de 6,6% ou +1,1 MMDH, sachant qu'à fin juin 2015 la TVA à l'importation avait connu une baisse de 4,8% par rapport à son niveau à fin juin 2014 (15,9 MMDH contre 16,7 MMDH). La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une baisse de 14% ou -385 MDH et celle sur les autres produits une hausse de 10,9% ou +1.439 MDH.

- TIC sur les produits énergétiques

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 7,5 MMDH contre 7,1 MMDH, en augmentation de 5,1% par rapport à son niveau de fin juin 2015 ou +363 MDH, sachant qu'à fin juin 2015 la TIC sur les produits énergétiques avait connu une baisse de 3,8% par rapport à son niveau à fin juin 2014 (7,1 MMDH contre 7,4 MMDH).

1.1.2-FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 62,5 MMDH à fin juin 2016 contre 59,2 MMDH à fin juin 2015, soit une augmentation de 5,6% ou +3,3 MMDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 23,8 MMDH à fin juin 2016 contre 22 MMDH un an auparavant, en augmentation de 8% ou +1,8 MMDH, sachant qu'à fin juin 2015 l'IS avait enregistré une baisse de 4% par rapport à son niveau à fin juin 2014 ou -928 MDH (22 MMDH contre 22,9 MMDH). L'augmentation des recettes de l'IS s'explique en grande partie par le bon comportement, durant l'année 2015, des résultats de certaines grandes entreprises (OCP, ANRT, BCP, CIH, SODEP, cimenteries, ...).

- Impôt sur le revenu

Les recettes de l'IR à fin juin 2016 ont enregistré une augmentation de 13,1% par rapport à leur niveau à fin juin 2015 (19,9 MMDH contre 17,6 MMDH), soit +2,3 MMDH. Cette hausse s'explique en partie par le changement du mode de recouvrement de l'IR dû par les contribuables dont le revenu professionnel est déterminé selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 18% ou +320 MDH par rapport à leur niveau de 2015 (2,1 MMDH contre 1,8 MMDH), sachant qu'à fin juin 2015, l'IR sur profits immobiliers avait enregistré une diminution de 7% ou -134 MDH par rapport à son niveau de fin juin 2014 (1,8 MMDH contre 1,9 MMDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une augmentation de 6,5%.

Recettes de l'Impôt sur le Revenu			
	Jun 2015	Jun 2016	Evolution en %
IR total	17 593	19 890	13,1%
dont IR prélevé par la DDP	4 219	4 495	6,5%

- TVA à l'intérieur

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin juin 2016 se sont établies à 8,9 MMDH contre 10,3 MMDH un an auparavant, soit une baisse de 13,2% ou -1,4 MMDH. Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 4.480 MDH à fin juin 2016 contre 2.342 MDH à fin juin 2015.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 8,8 MMDH à fin juin 2016 contre 8,4 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 4,9% ou +406 MDH, provenant en partie de l'augmentation des recettes de la TSAVA (+263 MDH).

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 18,7% résultant principalement de la hausse de 17,2% des majorations de retard.

1.2- RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales se sont établies à 11 MMDH contre 11,7 MMDH un an auparavant, en diminution de 6,2% ou -731 MDH, en raison notamment de la baisse de 30,8% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (1,7 MMDH contre 2,5 MMDH), de 72,2% des fonds de concours (346 MDH contre 1,2 MMDH) et de 48,2% de la redevance gazoduc (485 MDH contre 937 MDH).

- Monopole et participations

Les recettes des monopoles et participations ont été de 5,2 MMDH à fin juin 2016 contre 5,7 MMDH à fin juin 2015, soit une baisse de 8% ou -452 MDH.

Les recettes à fin juin 2015 tiennent compte d'un montant de 1,7 MMDH au titre de l'attribution des licences 4G.

Les recettes à fin juin 2016 ont été versées notamment par Maroc Télécom (1,4 MMDH contre 1,6 MMDH), l'OCP (1 MMDH), l'Agence nationale de la conservation foncière (1 MMDH), et Marsa Maroc (750 MDH contre 250 MDH).

Produit des monopoles et participations				
	Jun 2015	LF 2016	Jun 2016	Taux de réalis.
B.A.M	462	660	238	36%
I.A.M	1 597	1 550	1 426	92%
O.C.P	1 000	2 000	1 000	50%
ANCFCC	0	1 500	1 000	67%
C.D.G	0	350	0	0%
Autres	2 596	2 270	1 539	68%
TOTAL	5 655	8 330	5 203	62%

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une baisse de 4,7% qui s'explique par la diminution de 30,8% des recettes en atténuation des dépenses de la dette (1,7 MMDH contre 2,5 MMDH), de 72,2% des fonds de concours (346 MDH contre 1,2 MMDH) et de 48,2% de la redevance gazoduc (485 MDH contre 937 MDH).

Structure des recettes ordinaires

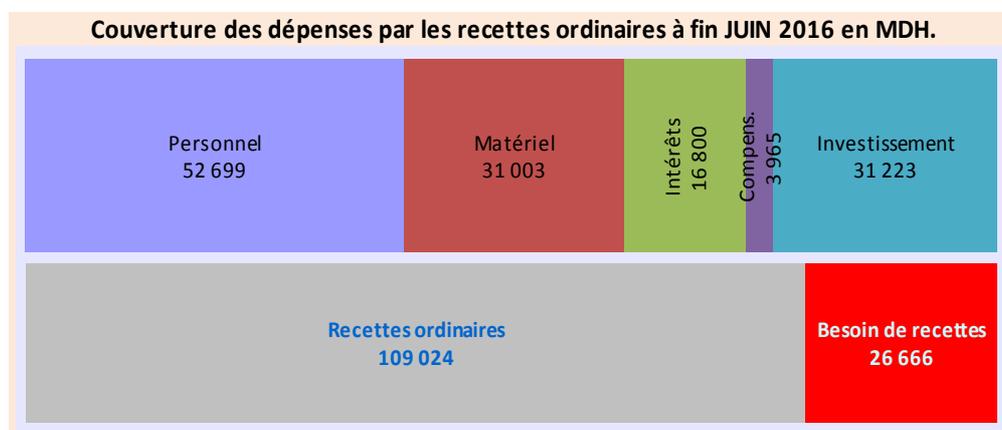
A fin juin 2016, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 94,4% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 25,9 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

Principales natures de recettes du budget général à fin JUIN 2016

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	25 898	▼ 1,2%	23,8%
	- à l'importation	16 974	▲ 6,6%	15,6%
	- à l'intérieur	8 924	▼ 13,2%	8,2%
2	Impôt sur les sociétés	23 772	▲ 8,0%	21,8%
3	Impôt sur le revenu	19 890	▲ 13,1%	18,2%
4	Droits d'enregistrement	8 776	▲ 4,9%	8,0%
5	TIC prod. énergétiques	7 461	▲ 5,1%	6,8%
6	Monopoles	5 203	▼ 8,0%	4,8%
7	Droits de douane	4 744	▲ 20,5%	4,4%
8	TIC tabacs manufacturés	4 547	▲ 15,6%	4,2%
9	Rec. atténuation dép. dette	1 721	▼ 30,8%	1,6%
10	Majorations de retard	858	▲ 17,2%	0,8%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin juin 2016, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 104,4% contre 92,2% un an auparavant. Ainsi, à fin juin 2016, 48,3% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 28,4% aux dépenses de matériel et 15,4% aux charges en intérêts de la dette.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

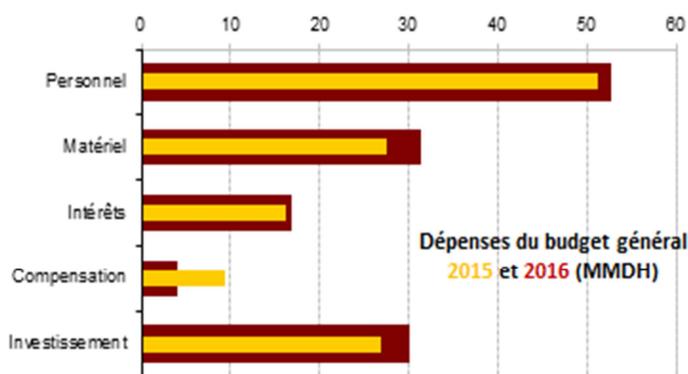
A fin juin 2016, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 247,6 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 53% contre 52% à fin juin 2015. Le taux d'émission sur engagements a été de 77% contre 78% un an auparavant.

Situation des engagements ^(*) de dépenses 2016					
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	183 359	100 915	88 019	55%	87%
Investissement	78 635	51 903	30 170	66%	58%
C.S.T	133 718	54 822	34 205	41%	62%
SEGMA	4 562	1 868	539	41%	29%
Dette	69 192	38 080	38 080	55%	100%
TOTAL	469 466	247 588	191 013	53%	77%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 156,3 MMDH à fin juin 2016, en hausse de 0,3% par rapport à leur niveau à fin juin 2015, en raison de l'augmentation de 12,1% des dépenses d'investissement, conjuguée à la diminution de 6,7% des charges de la dette budgétisée¹ et de 0,1% des dépenses de fonctionnement.



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	Emissions 2015	LF 2016	Emissions 2016	Réalisé	Variation
Fonctionnement	88 082	183 359	88 019	48%	-0,1%
Investissement	26 908	61 392	30 170	49%	12,1%
Dette	40 803	69 192	38 080	55%	-6,7%
TOTAL	155 793	313 943	156 269	50%	0,3%

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 13,5% des remboursements du principal (21,3 MMDH contre 24,6 MMDH) et par la hausse de 3,7% des intérêts de la dette (16,8 MMDH contre 16,2 MMDH).

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 88 MMDH, dont 52,7 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 2,9%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 15,4% (21,2 MMDH contre 18,4 MMDH) et les charges communes ont enregistré une baisse de 23,8% (14,1 MMDH contre 18,5 MMDH) en raison de la diminution de 57,6% des émissions de la compensation (4 MMDH contre 9,3 MMDH).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Variation
Personnel	51 199	106 776	52 699	49%	2,9%
Matériel	18 377	35 101	21 210	60%	15,4%
Charges communes	18 506	38 182	14 110	37%	-23,8%
dont compensation	9 348	15 550	3 965	25%	-57,6%
Dépenses imprévues		3 300			
TOTAL	88 082	183 359	88 019	48%	-0,1%

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin juin 2016 se sont établis à 52,7 MMDH contre 51,2 MMDH une année auparavant, soit une augmentation de 2,9% ou +1,5 MMDH.

¹ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans

Les salaires servis par la DDP ont été de 45,9 MMDH, en hausse de 2,5% par rapport à leur niveau à fin juin 2015, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 0,6% et des rappels de 69,1%.

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 31 MMDH, en hausse de 14,9% ou +4 MMDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) (5,8 MMDH contre 5,6 MMDH), aux divers établissements et entreprises publics (11,3 MMDH contre 8,4 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (2,7 MMDH contre 1,3 MMDH).

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 16,8 MMDH à fin juin 2016 contre 16,2 MMDH à fin juin 2015, en augmentation de 3,7%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure de 4,6% (15,1 MMDH contre 14,4 MMDH) et par la baisse de celles de la dette extérieure de 3,9% (1,7 MMDH contre 1,8 MMDH).

Compensation

A fin juin 2016, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 4 MMDH contre des émissions de 9,3 MMDH à fin juin 2015, en diminution de 57,6% ou -5,4 MMDH.

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin juin 2016 a été positif pour 4,6 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 35 MDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

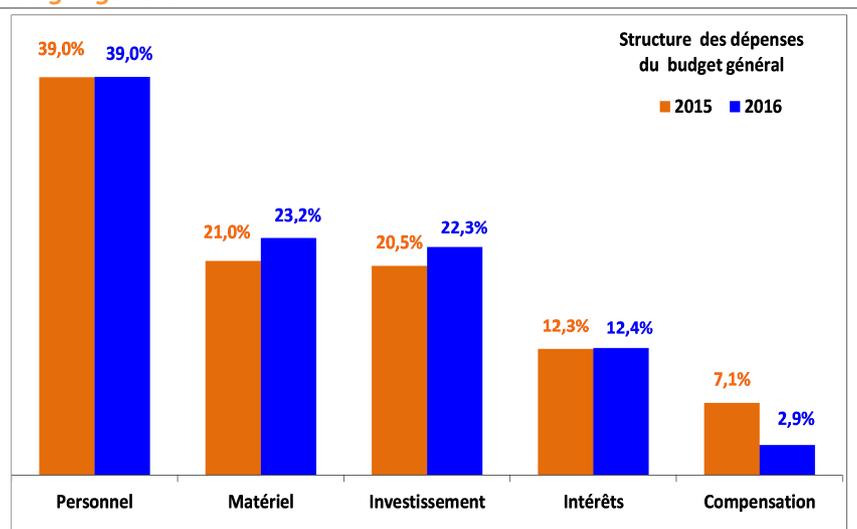
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 30,2 MMDH à fin juin 2016 contre 26,9 MMDH un an auparavant, en hausse de 12,1%, suite à l'augmentation des charges communes de 22,6% et des dépenses des ministères de 6,1%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 10,6 MMDH contre 8,3 MMDH à fin juin 2015.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Var%
Investissement total :	26 908	61 392	30 170	49%	12,1%
1- Ministères	17 062	40 524	18 097	45%	6,1%
2- Charges communes :	9 846	20 868	12 073	58%	22,6%
- Concours divers	8 300	16 353	10 553	65%	27,1%
- Ristournes d'intérêts	0	220	32	15%	
- Autres	1 546	4 295	1 488	35%	-3,8%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin juin 2015 et fin juin 2016 fait ressortir une stagnation de la part des dépenses de personnel, une hausse de la part des dépenses de matériel, des dépenses d'investissement et des intérêts de la dette, conjuguée à une baisse de la part des émissions de la compensation.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 37,9 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,6 MMDH et de la rentrée de 1,9 MMDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 34,2 MMDH, dont 24,4 MMDH au titre des comptes d'affectation spéciale (CAS).

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 3,7 MMDH.

	RECETTES			DEPENSES			Solde 2016
	2015	LF 2016	2016	2015	LF 2016	2016	
C.A.S	28 785	68 015	25 565	22 791	54 779	24 396	1 169
TVA des CL	11 230	23 789	11 099	12 172	23 789	13 146	-2 047
I.N.D.H	1 384	3 096	22	760	3 096	650	-628
Soutien prix. prd.alim.	110	800	151	0	800	0	151
F.S. Routier	1 137	2 500	993	1 129	2 500	1 049	-56
F.D. Agricole	1 633	500	1 642	1 970	500	1 754	-112
Remploi domanial	638	1 440	470	492	1 440	282	188
Lutte contre chômage	1 147	567	913	633	567	659	254
Dons des pays du CCG	584	13 000	1 928	0	0	34	1 894
Appui Cohés. Social	3 507	4 200	1 067	600	4 200	965	102
F.S. Habitat	949	2 000	632	473	2 000	468	164
Dévelop. Sport	817	800	505	794	800	236	269
Autres CAS	5 649	15 323	6 143	3 768	15 087	5 153	990
C. Dép. Dotation(*)	10 587	10 800	12 291	9 361	10 800	9 643	2 648
Autres C.S.T	21	121	20	164	1 128	166	-146
TOTAL	39 393	78 936	37 876	32 316	66 707	34 205	3 671

(*) Comptes de dépenses sur dotation

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin juin 2016, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 887 MDH contre 1,1 MMDH à fin juin 2015, en diminution de 21,7%.

Les dépenses émises ont été de 539 MDH contre 652 MDH à fin juin 2015, en baisse de 17,3%.

SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME					
	2015	LF 2016	2016	Réalisé	Variation
Exploitation :	541	0	352		-34,9%
Recettes	1 012	2 225	800	36%	-20,9%
Dépenses	471	2 225	448	20%	-4,9%
Equipement :	-60	0	-4		-93,3%
Recettes	121	781	87	11%	-28,1%
Dépenses	181	781	91	12%	-49,7%

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS DE LA LOI DE FINANCES

A fin juin 2016, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 52,1% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 49,2% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 48,9%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2016 en MDH				
	LF 2016	JUIN 2016	Taux de réalisation	Restes à réaliser
1- RECETTES ORDINAIRES	<u>209 156</u>	<u>109 024</u>	<u>52,1%</u>	<u>100 132</u>
1.1- Recettes fiscales :	191 695	96 881	50,5%	94 814
<i>Impôts directs</i>	85 504	44 806	52,4%	40 698
<i>Impôt sur les sociétés</i>	44 255	23 772	53,7%	20 483
<i>Impôt sur le revenu</i>	38 614	19 890	51,5%	18 724
<i>Impôts indirects</i>	81 008	38 555	47,6%	42 453
<i>TVA à l'intérieur</i>	22 122	8 924	40,3%	13 198
<i>TVA à l'importation</i>	33 386	16 974	50,8%	16 412
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	25 500	12 657	49,6%	12 843
<i>Droits de douane</i>	7 903	4 744	60,0%	3 159
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	17 280	8 776	50,8%	8 504
1.2- Recettes non fiscales :	14 161	10 999	77,7%	3 162
<i>Monopole et participations</i>	8 330	5 203	62,5%	3 127
<i>Autres recettes</i>	5 831	5 796	99,4%	35
1.3- Recettes de certains CST :	3 300	1 144	34,7%	2 156
<i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	800	151	18,9%	649
<i>Fonds spécial routier</i>	2 500	993	39,7%	1 507
2- DEPENSES ORDINAIRES	<u>212 443</u>	<u>104 467</u>	<u>49,2%</u>	<u>107 976</u>
2.1- Biens et services :	167 809	83 702	49,9%	84 107
<i>Personnel</i>	106 776	52 699	49,4%	54 077
<i>Autres biens et services</i>	61 033	31 003	50,8%	30 030
2.2- Intérêts de la dette :	28 284	16 800	59,4%	11 484
<i>Intérieure</i>	24 299	15 059	62,0%	9 240
<i>Extérieure</i>	3 985	1 741	43,7%	2 244
2.3- Compensation	16 350	3 965	24,3%	12 385
- <i>Fonds de soutien prix prdts alimentaires</i>	800	0	0,0%	800
3- INVESTISSEMENT	63 892	31 223	48,9%	32 669
- <i>Fonds spécial routier</i>	2 500	1 049	42,0%	1 451

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 23,1 MMDH à fin juin 2016, contre un déficit budgétaire de 21,2 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 1,5 MMDH à fin juin 2016 contre 2,5 MMDH à fin décembre 2015, soit une baisse de 1,1 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 24,1 MMDH contre un besoin de financement de 23,3 MMDH à fin juin 2015 et d'un flux net positif de 2,5 MMDH du financement extérieur contre un flux net négatif de 2,3 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 21,6 MMDH contre un recours au financement intérieur de 25,6 MMDH à fin juin 2015.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin juin 2016, le financement extérieur a été positif de 2,5 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 3,9 MMDH contre des tirages de 6,4 MMDH dont 4,4 MMDH auprès de la BIRD, 839 MDH auprès de la BAD, 712 MDH auprès du Japon et 420 MDH auprès du FADES.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 3,6 MMDH contre 24,4 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 6 MMDH contre une diminution de 760 MDH à fin juin 2015 ;
- et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 132 MDH contre une ponction de 731 MDH à fin juin 2015.

Dépôts au trésor

Les dépôts au Trésor ont atteint 58,7 MMDH à fin juin 2016, en augmentation de 6 MMDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2015.

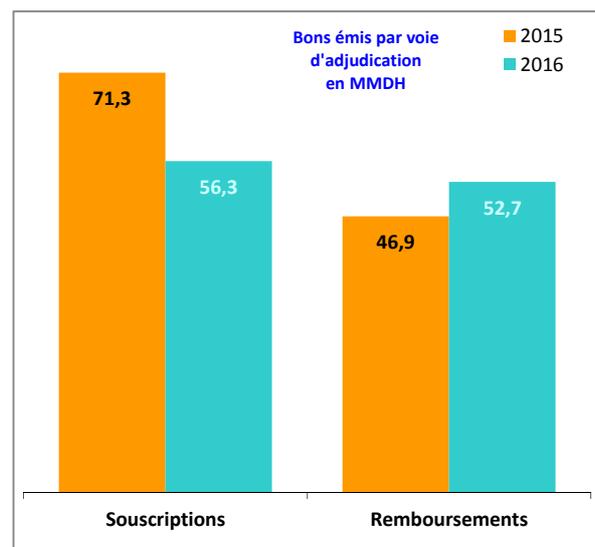
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 3,4 MMDH à fin juin 2016 contre 3,3 MMDH en début d'exercice, compte tenu d'un placement de 700 MDH effectué en juin 2016 et dont le remboursement n'intervient qu'en juillet.

Dette intérieure

S'élevant à 476,3 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 1% par rapport à son niveau à fin décembre 2015. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 3,6 MMDH, résultant de souscriptions pour 56,3 MMDH et de remboursements pour 52,7 MMDH contre un recours pour un montant net de 24,4 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 71,3 MMDH et de remboursements pour 46,9 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2015	Souscrip.	Rembour.	2016	Var %
Adjudications	470 104	56 273	52 722	473 655	0,8%
13 semaines	1 050	2 343,2	2 024,0	1 368	
26 semaines	984	1 197,5	983,9	1 198	
52 semaines	25 449	4 767,7	9 182,3	21 034	
2 ans	59 040	5 827,9	21 565,0	43 302	
5 ans	123 680	13 142,5	10 548,6	126 273	
10 ans	87 533	9 265,4	8 417,0	88 381	
15 ans	110 092	7 289,2		117 381	
20 ans	48 966	6 806,5		55 772	
30 ans	13 312	5 632,8		18 945	
Autres	1 631	3 384	2 340	2 675	64,0%
Total	471 735	59 657	55 062	476 330	1,0%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin juin 2016 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations de rachat et d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette, en remplaçant notamment de la dette hors budget (maturités inférieures ou égales à 2 ans) par de la dette budgétisée (maturités supérieures ou égales à 5 ans).

Ces opérations ont porté sur un montant global de 20,4 MMDH.

RACHATS ET ECHANGES DE BONS DU TRESOR			
Maturités	Rachats	Echanges	
		Remboursés	Emis
52 semaines		3 361,0	
2 ans		9 330,3	
5 ans		6 567,3	5 136,7
10 ans	20,0	1 137,2	3 852,5
15 ans			3 689,6
20 ans			2 758,6
30 ans			4 592,4
Total	20,0	20 395,8	20 029,8